



**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE II (GESTION 2012)

Institut Sénégalais de
Recherches Agricoles

RAPPORT DEFINITIF



Juillet 2014



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	: Autorité contractante
ARMP	: Autorité de Régulation des Marchés Publics
AGPM	: Avis Général de Passation des Marchés
ISRA	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
AOO	: Appel d’Offres Ouvert
AOR	: Appel d’Offres Restreint
CM	: Commission des Marchés
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives et Générales
ACP	: Agent Comptable Particulier
CMP	: Code des Marchés Publics
CPM	: Cellule de Passation des Marchés
CRD	: Comité de Règlement des Différends
DAO	: Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	: Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	: Demande de Renseignement et de Prix
MEF	: Ministère de l’Economie et des Finances
PV	: Procès verbal
PPM	: Plan de Passation des Marchés
PI	: Prestations Intellectuelles
TDR	: Termes de référence
UEMOA	: Union Economique Monétaire Ouest Africaine
N/A	: Non applicable

Dakar, le 14 juillet 2014

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics
Dakar**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Monsieur le Directeur Général,

**OBJET : Rapport définitif sur l' Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
Revue des marchés conclus par les AC en 2012**

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2012, nous avons l'honneur de vous soumettre conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant l' **Institut Sénégalais de Recherches Agricoles**. Ce rapport tient compte de la réponse par lettre n° 2966/DG-ISRA/SG/SPM du 20 juin 2014 de ladite autorité sur notre rapport provisoire.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat de services signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2012 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par notamment le Code des obligations de l'Administration, le décret 2011- 1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et ses arrêtés d'application.

C'est ainsi qu'au terme de nos diligences réalisées selon l'approche détaillée au point 2 du présent rapport, nous vous présentons la synthèse de nos travaux.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Au cours de la gestion 2012, l' Institut Sénégalais de Recherche Agricole a conclu **6 marchés par la procédure d' appel d' offres et 3 marchés suivant la procédure spécifique de DRP** selon la liste communiquée par la Cellule de passation des marchés, pour un coût global de **277 123 926 CFA**. En effet le dispositif d'archivage des pièces relatives aux marchés mis en place par l' ISRA est insuffisant. L' ISRA ne dispose pas de mobilier de rangement et de salle dédiée à cet effet.

Notre échantillon a porté sur la totalité des marchés mis à notre disposition composée de 6 appels d' offres et 3 DRP.

Nous tenons à porter à votre attention que conformément aux instructions de l'ARMP et afin de respecter la procédure contradictoire, nous avons pris plusieurs rendez vous avec la direction de l'ISRA pour la restitution de nos observations issues de la revue, mais aucune réponse favorable n'a été accordée à nos différentes requêtes.

Parallèlement, nous avons effectué des diligences alternatives pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés conclus par l'ISRA. Cependant malgré de multiples demandes, le grand livre des opérations passées au cours de la gestion 2012 ne nous a pas été transmis.

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

CONSTATS D'ORDRE GENERAL

- ❖ La défaillance du système d'archivage et de classement des documents relatifs aux marchés. Nous n'avons pas pu disposer de l'ensemble des pièces, ce qui a constitué une véritable limitation à nos travaux. En outre, les pièces justificatives disponibles sont compilées dans un document, sans l'aide d'intercalaires ni d'un sommaire indiquant la liste des pièces existantes.
- ❖ Le défaut d'ouverture des plis à la date limite de dépôt indiquée dans les lettres d'invitation aux fournisseurs dans le cadre des DRP, en violation de l'article 67-2 qui stipule que « les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limite de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ».
- ❖ Les noms des personnes contactées, celui de l'attributaire et du montant des marchés de DRP qui ont atteint ou dépassé les seuils de 3 000 000 FCFA pour les fournitures et 5 000 000 FCFA pour les travaux, n'ont pas été communiqués à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.
- ❖ Le défaut de matérialisation des convocations des membres de la commission à l'ouverture des plis pour les marchés passés par la procédure de DRP, en violation des dispositions de l'article 39 qui stipule que les convocations des membres des commissions des marchés sont adressées aux membres au moins 5 jours francs avant la date prévue pour la réunion.
- ❖ Le défaut de publication de l'attribution définitive en violation des dispositions de l'article 85 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

CONSTATS SPECIFIQUES A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES EXAMINES

1. Appels d'Offres Ouverts

Nous avons examiné l'ensemble des six (06) marchés passés par appels d'offres. Ils sont présentés ci-dessous :

- ✓ AOO -001/Gardien ISRA/2012 relatif à l'attachement des services de gardiennage des centres et station de l'ISRA pour un montant de 90 127 600 FCFA ;
- ✓ AOO -01/VEH.MOTO/UA-UE relatif à la fourniture et la mise en service de divers véhicules pour un montant de 92 600 000 FCFA ;

- ✓ AOO - IRRIG.CLOTURE/AWAC/2011 relatif à la fourniture de divers matériels et équipement du CERAAS pour un montant de 28 657 126 FCFA ;
- ✓ AOO -01/ASSUR.ITAF DEMF/2012 relatif à l'assurance bateau ITAF DEME ;
- ✓ AOO - IRRIG.CLOTURE/AWAC/2011 relatif à la fourniture et pose de 5 clôtures de 4 HA ;
- ✓ AOO --001/FB-CI/BN-2012 relatif à l'acquisition de fourniture de bureau et de consommables informatiques.

Pour l'ensemble de ces marchés, des éléments substantiels tel que les contrats les convocations des membres de la commission les supports de publication des attributions définitives n'ont pas été versés dans le dossier. Aussi les considérons-nous comme étant non établis et constituent à ce titre des anomalies sur la procédure de passation et d'exécution de ces marchés. Ces manquements sont présentés en annexes.

Pour le dernier marché cité, en sus du défaut de datation du contrat, l'ISRA n'a pas respecté le délai maximum de 15 jours entre l'ouverture des offres (19/01/2012) et la proposition d'attribution provisoire (30/03/2012) soit plus de 60 jours. Cela en violation des dispositions de l'article 70 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

En outre, l'approbation du PV d'attribution provisoire n'est pas intervenue dans les 3 jours ouvrables suivant la décision de la Commission des marchés en violation des dispositions de l'article 83-3 du décret n°2011-1048 du 27.

2. Demande de renseignement de prix

Nous avons traité les trois marchés conclus par l'ISRA suivant la procédure spécifique de DRP. Il s'agit des DRP ci-après :

- ✓ DRP relative à l'audit sur la valorisation et la communication au sein de l'ISRA pour un montant de 11 263 100 FCFA ;
- ✓ DRP relative à la couverture en assurance du parc roulant pour un montant de 10 000 000 FCFA ;
- ✓ DRP relative à l'acquisition d'un véhicule pour un montant de 12 800 000 FCFA.

Pour les deux premiers marchés, les contrats n'ont pas été établis. De plus pour tous les marchés de DRP examinées, en plus du constat d'ordre général relatif à l'absence de coïncidence entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis, les convocations des membres de la commission à l'ouverture des plis ne nous ont pas été transmises.

SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur 6 marchés passés par la procédure d'appel d'offres et 3 marchés suivant la procédure spécifique des DRP. Du fait d'un système d'archivage insuffisant des documents substantiels tels que : les contrats datés, les convocations des membres de la commission n'ont pas été versés dans les dossiers de marché. Ainsi, au vu des manquements énumérés aux constats d'ordre général et spécifique, nous estimons que l'ISRA ne s'est pas conformé ! pour l'essentiel, aux procédures de passation et d'exécution édictées par la réglementation générale des marchés publics au Sénégal.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général** l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes
Membre de Grant Thornton International



TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	7
1.1. CONTEXTE.....	8
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR.....	8
II. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	10
2.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE	11
2.2. COORDINATION GENERALE DE LA MISSION	11
2.3. PHASE DE PRE-AUDIT	11
2.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	13
2.5. REVUE DES PROCEDURES D'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	14
2.6. CONTROLE QUALITE ET REVUE INDEPENDANTE	14
2.7. RESTITUTION DES RAPPORTS	14
III. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	15
3.1. LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	16
3.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	17
3.3 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTROLE	18
3.4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES.....	18
3.5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES	19
IV. LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES	20
4.1 LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES	21
4.2 LA CELLULE RESPONSABLE DES MARCHES	21
4.3 LA COMMISSION DES MARCHES	21
4.4 LA COMMISSION DE RECEPTION.....	21
V. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS DE L'ISRA.....	22
5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	23
5.2. CONSTATS DE L'AUDIT ET RECOMMANDATIONS	23
5.3 RECOMMANDATIONS	26
5.4 STATISTIQUES ET INDICATEURS	27
ANNEXES	29

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs

des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;

- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

2.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audits ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

2.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Expert financier qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

L'équipe d'appui du Siège est placée sous la responsabilité d'un Auditeur Senior Manager et rompu aux missions d'audit technique et de revue de procédures de passation de marchés au Sénégal et dans la sous-région francophone.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du Siège a un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur au sein du Cabinet Grant Thornton, certifié ISO 9001 Version 2008 depuis décembre 2009. Son profil le prédestine à s'impliquer de manière significative sur le terrain.

Par ailleurs, les ingénieurs domaines, prévus dans les TDRs sont positionnés dans l'équipe d'appui pour être mobilisés sur le terrain des opérations en fonction des exigences de chaque instant.

2.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les

courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2012 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2012 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2012 ;
- les rapports de corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;
- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2012 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2012 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

2.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confidence » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit seront rapidement menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

2.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assurés que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d'un maximum de coopération et d'une traçabilité sans faille.

2.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,
- du niveau d'application du nouveau Code de Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'Audit en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

2.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

2.4.1. L'ECHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

2.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

2.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il ya lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

2.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

Pour l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts a été mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu en fonction de leur gravité soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l' ARMP.

2.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

3. ENVIRONNEMENT LEGISLATIF, REGLEMENTAIRE ET DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

3-1 LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Nos travaux nous ont conduit à prendre connaissance des textes suivants :

- Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances;
- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi 2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, ou aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)
- Décret 2011-1048 portant Code des Marchés publics, abrogeant le décret 2007-545 du 25 Avril 2007
- Décret 2011-1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement général sur la Comptabilité publique
- Arrêté 11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des Marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;

- Arrêté 11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté 11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté 11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux Commissions de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté 11587 /MEF du 28 Décembre pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 77 du CMP ;
- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

3-2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier.

Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

3.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007 dont, entre autres :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- L'établissement, en début d'année du plan consolidé annuel de,
- matière de marchés publics,
- La tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- L'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

3.2.2. LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des marchés, fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

3-3 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTRÔLE

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

3.3.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

3.3.2 L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

3-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

3-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

4 LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES PUBLICS AU SEIN DE L'INSTITUT SENEGALAIS DE RECHERCHES AGRICOLES

4.1 LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES (PRM)

- La Personne responsable des Marchés est le Directeur Général de l'Institut.

4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)

- La Cellule de Passation des marchés de l'ISRA est instituée par décision 7989 du 31/12/2011.
- . Elle est chargée de :
- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'Autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- classer et archiver tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des marchés ;
- l'appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés ;
- la réalisation et la tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et de réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- la liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction centrale des marchés publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

4.3. LA COMMISSION DES MARCHES (CM)

- La commission des marchés est instituée par décision 7990 du 30/12/2011 .Elle est chargée de :
- L'ouverture des plis ;
- l'évaluation des offres ;
- l'attribution provisoire des marchés.

4.4. LA COMMISSION DE RECEPTION (CR)

- La commission de réception est instituée par décision n°2522/ISRA/DG du 23 MAI 2001.

5. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS

5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Au cours de la gestion 2012, l' Institut Sénégalais de Recherches Agricoles a conclu **6 marchés par la procédure d' appel d' offres** et **3 marchés suivant la procédure spécifique des DRP** selon la liste communiquée par la Cellule de passation des marchés, pour un coût global **F CFA 277 123 926**.

Mode de passation	INSTITUT SENEGALAIS DE RECHERCHES AGRICOLES		
	Récapitulatif des marchés (en F CFA)	Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)	
	Nombre	Nombre	Scoop en volume/mode
DRP	3	3	100%
AOO	6	6	100%
TOTAL	9	9	
Taux de couverture			100%

Notre échantillon a porté sur la totalité des marchés mis à notre disposition soit 6 appels d' offres et 3 DRP.

5.2. CONSTATS DE L'AUDIT

5.2.1 CONSTATS GENERAUX

Nos travaux nous ont permis de relever des non conformités d'ordre général, sur les marchés examinés pendant la période couverte par notre revue.

5.2.1. 1. DEFAUT D'OUVERTURE DES PLIS A LA DATE LIMITE DES DEPOTS INDIQUEE DANS LES LETTRES D'INVITATIONS

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

L'article 67-2 dispose : « les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limite de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence. »

CONSTAT

Les dates d'ouverture des offres pour les DRP ne coïncident pas avec la date limite de dépôt des offres indiquée dans les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires.

RECOMMANDATION

- Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l'article 62-2 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

5.2.1. 2 DEF AUT DE COMMUNICATION A LA DCMP DES NOMS DES PERSONNES CONTACTEES DU NOM DE L'ATTRIBUTAIRE ET DU MONTANT DU CONTRAT POUR LES DRP.

DISPOSITION REGLEMENTAIRE

L'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics stipule que :

« Les marchés de fournitures atteignant 3 000 000 FCFA et ceux de travaux atteignant 5 000 000 FCFA passés suivant la procédure spécifique de demande renseignements de prix donnent lieu : à publication sur le site des marchés publics dès leur attribution lorsque le montant du marché atteint les seuils indiqués au paragraphe précédent ; à cet effet, l'autorité contractante communique à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché. »

CONSTAT

La revue des marchés passés suivant la procédure spécifique de demande de renseignements de prix et atteignant les seuils visés ci-dessus a révélé que l'ISRA n'a pas communiqué à la DCMP aux fins de publication sur le site de l'ARMP la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant de chaque marché.

RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'ISRA de respecter les dispositions de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics en communiquant à la DCMP aux fins de publication sur le site de l'ARMP :

- la liste des personnes consultées,
- le nom de l'attributaire,
- ainsi que la nature et le montant de chaque marché,

lorsque celui-ci atteint 3 000 000 dans le cas des fournitures et 5 000 000 dans le cas des travaux.

5.2.1. 3 DEF AUT DE PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DEFINITIVE DES MARCHES PASSES PAR APPEL D'OFFRES.

DISPOSITION REGLEMENTAIRE

L'article 85 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics stipule que :

« Dans les quinze jours suivants la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive ».

CONSTAT

La revue de marchés passés par appel d'offres montre que l'ISRA ne publie pas les avis d'attribution définitive.

RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'ISRA de respecter les dispositions de l'article 85 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics en publiant les avis d'attribution définitive.

5.2.1.4 DEF AUT DE DATATION DES CONTRATS

CONSTAT

Les contrats des marchés qui nous ont été transmis ne comportent pas systématiquement la date de signature des parties ou la date d'approbation. En l'absence de contrat daté, nous n'avons pas pu nous assurer du respect du délai minimum de 15 jours requis entre la publication de l'avis d'attribution provisoire et la signature du marché.

RECOMMANDATION

Nous recommandons à l'ISRA de veiller à une correcte datation des contrats

5.2.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

5.2.2.1 REVUE DES MARCHES PASSES PAR AOO

Notre sélection basée sur la liste communiquée par le Coordonateur de la cellule a porté sur tous les six (06) marchés passés selon la procédure d'appel d'offres. Il s'agit :

- ✓ AOO -001/Gardien. ISRA/2012 relatif à l'attachement des services de gardiennage des centres et station de l'ISRA pour un montant de 90 127 600 FCFA ;
- ✓ AOO -01/VEH.MOTO/UA-UE relatif à fourniture et mise en service de divers véhicules en deux pour un montant de 92 600 000 FCFA ;
- ✓ AOO - IRRIG.CLOTURE/AWAC/2011 relatif à fourniture de divers matériels et équipement du CERAAS pour un montant de 28 657 126 FCFA ;
- ✓ AOO -01/ASSUR.ITAF DEMF/2012 relatif à l'assurance bateau ITAF DEME ;
- ✓ AOO - IRRIG.CLOTURE/AWAC/2011 relatif à fourniture et la pose de 5 clôtures de 4 HA.

Les contrats des marchés ci-dessus indiqués et d'autres pièces essentielles à la procédure de passation telles que :

- la matérialisation de la transmission des PV d'ouverture des plis ;
- les lettres de communication aux candidats non retenus du rejet de leur offre ;

n'ont pas été versés dans les dossiers de marchés. Ainsi nous considérons qu'ils n'ont pas été établis et de ce fait constituent des manquements aux procédures de passation et d'exécution de ces marchés.

- ✓ AOO --001/FB-CI/BN-2012 relatif à acquisition de fourniture de bureau et de consommables informatiques.

L'ISRA n'a pas respecté pour ce marché, le délai maximum de 15 jours entre l'ouverture des offres (19/01/2012) et la proposition d'attribution provisoire (30/03/2012) soit plus 60 jours, en violation de

l'article 70 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des marchés publics qui dispose: la commission dispose d'un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la séance d'ouverture des plis pour proposer à l'autorité contractante un candidat. En outre l'approbation du PV d'attribution provisoire n'a pas été faite dans les 3 jours ouvrables suivant la décision de la commission des marchés en violation des dispositions de l'article 83-3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011.

5.2.2.2 REVUE DES MARCHES PASSES PAR DRP

Notre sélection basée sur la liste communiquée par le coordonateur de la cellule a porté sur tous les marchés passés selon la procédure spécifique de demande de renseignements de prix soit trois (03). Il s'agit des DRP suivantes :

- ✓ DRP relative à l'audit sur la valorisation et la communication au sein de l'ISRA pour un montant de 11 263 100 FCFA ;
- ✓ DRP relative à l'acquisition d'un véhicule pour un montant de 12 800 000 FCFA ;
- ✓ DRP relative à la couverture en assurance du parc roulant pour un montant de 10 000 000 FCFA.

Pour ce dernier marché, les preuves de la sollicitation par écrit des différents candidats comme requis par les dispositions de l'article 78 du Code des marchés publics ne nous ont pas été transmises. Il s'y ajoute que le marché n'a pas fait l'objet de contrat, en violation des dispositions de l'article 78.3.a qui stipule que les DRP donnent lieu à des contrats écrits.

5.2.4. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF D'ARCHIVAGE

Nos travaux nous ont permis de constater que le dispositif d'archivage des pièces relatives aux marchés est insuffisant. En effet, l'AC ne dispose pas de mobilier de rangement et de salle dédiée à cet effet. Aussi les dossiers de marché sont-ils entassés d'où le risque de détérioration avant la durée légale de conservation.

Il découle de ce qui précède que beaucoup de documents n'ont pas été classés convenablement.

5.3 RECOMMANDATIONS

La synthèse des recommandations issues de nos travaux est consignée dans le tableau ci-après :

TABEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ORGANISME RESPONSABLE
1.	L'absence de transmission des noms des personnes contactées, du nom de l'attributaire et du montant du contrat des marchés qui ont atteint les seuils de contrat allégé à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Veuillez respecter les dispositions de 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;	CPM
2.	Les contrats des marchés qui nous ont été transmis ne comportent pas systématiquement la date de signature des parties ou la date d'approbation. En l'absence de contrat daté, nous n'avons pas pu nous assurer du respect du délai minimum de 15 jours requis entre la publication de l'avis d'attribution provisoire et la signature du marché.	Nous recommandons à l'ISRA de veiller à une correcte datation des contrats	CPM
3.	Le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l'ISRA pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis. Les pièces ci-après ne nous ont pas été transmises.	Veuillez vous conformer au manuel de classement et d'archivage de l'ARMP.	CPM
4.	Les dates d'ouverture des offres pour les DRP ne coïncident pas avec la date limite de dépôt des offres indiquée dans les lettres d'invitation adressées aux soumissionnaires	Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l'article 62-2 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.	CPM

5.4

STATISTIQUES ET INDICATEURS

5.4.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES DES APPELS D' OFFRE ET DRP

Anomalies/Marchés	AO 1	AO 2	AO 3	AO 4	AO 5	AO 6	TOTAL	Statistique des anomalies
Anomalies sur l'attribution								
le défaut d'approbation du PV d'attribution dans les délais	1						1	16%
délai anormalement long entre ouverture des plis et proposition d'attribution	1						1	16%

Anomalies/Marchés	DRP 1	DRP 2	DRP 3	TOTAL	Statistique des anomalies
Anomalie sur la publicité					
le défaut de communication à la DCMP du nom de l'attributaire et du montant du contrat aux fins de publicité sur le site	1			1	33%
Anomalie sur l'ouverture					
le défaut de coïncidence entre la date limite de dépôt et celle de l'ouverture des plis	1	1	1	3	100%

SOMMAIRE DES ANNEXES

1 - REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR

APPEL D'OFFRES OUVERT.....31

2- REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR

DRP.....44

3 – REPONSES AU RAPPORT PROVISOIRE.....52

ANNEXES

APPELS D'OFFRES OUVERTS

➤ **AOO -01/ASSUR.ITAF DEMF/2012**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L' appel d' offres ouvert national est relatif à l' assurance bateau ITAF DEME.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	AOO-01/ASSUR.ITAF DEMF/2012
1. Financement,	SUBVENTION UNION EUROPEENNE
2. Nom de l'Autorité contractante:	ISRA
3. Intitulé du marché:	ASSURANCE BATEAU ITAF DEME 2012
4. Numéro du marché:	NON COMMUNIQUE
5. Description des biens, travaux ou services,	ASSURANCE BATEAU ITAF DEME 2012
6. Nom de l'attributaire du marché,	ALIANZ
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date limite de dépôt des offres	04/01/2012
9. Date d'ouverture des plis	04/01/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	NON COMMUNIQUEE
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	NON COMMUNIQUEE
12. Date d'Approbation	NON COMMUNIQUEE
13. Date de notification	NON COMMUNIQUEE
14.Date de publication de l'attribution définitive	NON COMMUNIQUEE
15. Date ordre de service de commencer	NON COMMUNIQUEE
16. Date de démarrage effectif	N/A
17. Délai d'exécution,	N/A
18. Date de réception (provisoire)	NON COMMUNIQUEE
19. montant marché	NON COMMUNIQUEE
20. montant budget	15 000 000 FCFA
21. délai de validité de l'offre	90 JOURS

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut de publication de l' attribution définitive en violation des dispositions de l' article 85 du Code des marchés publics qui stipule que dans le délai de 15 jours suivant la notification, l' autorité contractante publie un avis d' attribution définitive ;
- la non-transmission des PV d' ouverture de plis aux soumissionnaires présents en violation des dispositions de l' article 67.4 qui stipule que dès la fin des opérations d' ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présent et remis à tous les candidats ;
- le défaut de communication aux candidats non retenus du rejet de leur offre, en violation des dispositions de l' article 83.3 qui dispose qu'après l' approbation de la proposition

d'attribution l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leur offre ;

- en l'absence de contrat daté, nous n'avons pas pu nous assurer du respect du délai minimum de 15 jours requis entre la publication de l'avis d'attribution provisoire et la signature du marché ;
- le défaut de notification du marché au titulaire en violation des dispositions de l'article 85 qui stipule que : « les marchés régulièrement conclus sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'autorité contractante. Le marché ne produit d'effet à l'égard de l'attributaire qu'à compter de la date de sa notification, sauf disposition contraire mentionnée dans le marché. ».

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ISRA de tenir un classement et un archivage complet et de veiller au respect des différentes dispositions du Code des marchés publics énumérées plus haut.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Au vu des manquements cités ci haut l'ISRA n'a pas respecté les dispositions du Code et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution de ce marché.

➤ **AOO --001/FB-CI/BN-2012**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L' appel d' offres ouvert national est relatif à l' acquisition de fournitures de bureau et de consommable informatique.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	AON -001/FB-CI/BN-2012
1. Financement :	BN
2. Nom de l' Autorité contractante:	ISRA
3. Intitulé du marché:	ACQUISITION DE FOURNITURE DE BUREAU ET DE CONSOMMABLE INFORMATIQUE
4. Numéro du marché:	lot 1 FOURNITURE DE BUREAU LOT 2 CONSOMMABLE INFORMATIQUE
5. Description des biens, travaux ou services :	FOURNITURE DE BUREAU CONSOMMABLES INFORMATIQUES
6. Nom de l'attributaire du marché :	MUNIF GROUP
7. Nombre d'offres reçues :	7
8. Date limite de dépôt des offres :	19/01/2012
9. Date d'ouverture des plis :	19/01/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	30/03/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	NON COMMUNIQUEE
12. Date d'Approbation :	NON COMMUNIQUEE
13. Date de notification :	NON COMMUNIQUEE
14. Date de publication de l'attribution définitive :	NON COMMUNIQUEE
15. Date ordre de service de commencer :	NON COMMUNIQUEE
16. Date de démarrage effectif :	NON COMMUNIQUEE
17. Délai d'exécution :	NON COMMUNIQUE
18. Date de réception (provisoire) :	NON COMMUNIQUEE
19. Montant marché :	NON COMMUNIQUE
20. Montant budget :	25 550 000 FCFA
21. délai de validité de l'offre :	

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut de publication de l'attribution définitive en violation des dispositions de l'article 85 du Code des marchés publics qui stipule que dans le délai de 15 jours suivant la notification, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive ;
- la non-transmission des PV d'ouverture de plis aux soumissionnaires présent en violation des dispositions de l'article 67.4 qui stipule que dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la Commission des marchés présent et remis à tous les candidats;
- le défaut de communication aux candidats non retenus du rejet de leur offre, en violation des dispositions de l'article 83.3 qui dispose qu'après l'approbation de la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leur offre ;
- en l'absence de contrat daté, nous n'avons pas pu nous assurer du respect du délai minimum de 15 jours requis entre la publication de l'avis d'attribution provisoire et la signature du marché ;
- le défaut de notification du marché au titulaire en violation des dispositions de l'article 85 qui stipule que : les marchés régulièrement conclus sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'autorité contractante. Le marché ne produit d'effet à l'égard de l'attributaire qu'à compter de la date de sa notification, sauf disposition contraire mentionnée dans le marché ;
- le non-respect du délai maximum de 15 jours entre l'ouverture des offres de la proposition d'attribution, en violation de l'article 70 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics qui stipule que : la commission dispose d'un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la séance d'ouverture des plis pour proposer à l'autorité contractante un candidat ;
- le non-respect du délai de 3 jours ouvrables pour l'approbation du PV d'attribution par le directeur de l'Institut en violation de l'article 83-3 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics qui stipule que : La décision de l'autorité contractante relative à la proposition d'attribution doit intervenir dans les trois (3) jours ouvrables qui suivent la date de la décision de la commission des marchés ou de l'avis de la Direction chargée du contrôle des marchés publics.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ISRA de tenir un classement et un archivage complet et de veiller au respect des différentes dispositions du Code des marchés publics énumérées plus haut.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Au vu des manquements cités ci haut l'ISRA n'a pas respecté les dispositions du Code et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution de ce marché.

➤ **AOO -001/GARDIEN. ISRA/2012**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L' appel d' offres ouvert national est relatif à l' attachement des services de gardiennage des centres et station de l' ISRA pour un montant de 90 127 600 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	AON -001/Gardien. ISRA/2012
1. Financement :	BN
2. Nom de l'Autorité contractante:	ISRA
3. Intitulé du marché:	SERVICE DE GARDIENNAGE DES CENTRES ET STATIONS DE L'ISRA
4. Numéro du marché:	
5. Description des biens, travaux ou services :	SERVICE DE GARDIENNAGE DES CENTRES ET STATIONS DE L'ISRA
6. Nom de l'attributaire du marché :	LOT 1 à LOT 7 ANSS OTU SA REW
7. Nombre d'offres reçues :	5
8. Date limite de dépôt des offres :	17/11/2011
9. Date d'ouverture des plis :	17/11/2011
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	03/01/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	NON COMMUNIQUEE
12. Date d'Approbation :	06/03/2012
13. Date de notification :	NON COMMUNIQUEE
14. Date de publication de l'attribution définitive :	NON COMMUNIQUEE
15. Date ordre de service de commencer :	NON COMMUNIQUEE
16. Date de démarrage effectif :	NON COMMUNIQUEE
17. Délai d'exécution :	12 MOIS
18. Date de réception (provisoire) :	NON COMMUNIQUEE
19. montant marché :	90 127 600 FCFA
20. montant budget :	
21. délai de validité de l'offre :	90 JOURS

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut de publication de l' attribution définitive en violation des dispositions de l' article 85 du Code des marchés publics qui stipule que dans le délai de 15 jours suivant la notification, l' autorité contractante publie un avis d' attribution définitive ;
- la non-transmission des PV d' ouverture de plis aux soumissionnaires présents, en violation des dispositions de l' article 67.4 qui stipule que dès la fin des opérations d' ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats ;

- le défaut de communication aux candidats non retenus du rejet de leur offre, en violation des dispositions de l' article 83.3 qui dispose qu' après l' approbation de la proposition d' attribution, l' autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres ;
- en l' absence de contrat daté, nous n' avons pas pu nous assurer du respect du délai minimum de 15 jours requis entre la publication de l' avis d' attribution provisoire et la signature du marché ;
- le défaut de notification du marché au titulaire en violation des dispositions de l' article 85 qui stipule que les marchés régulièrement conclus sont transmis à la DCMP pour immatriculation avant leur notification à l' attributaire par l' autorité contractante. Le marché ne produit d' effet à l' égard de l' attributaire qu' à compter de la date de sa notification, sauf disposition contraire mentionnée dans le marché.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l' ISRA de tenir un classement et un archivage complet et de veiller au respect des différentes dispositions du Code des marchés publics énumérées plus haut.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Au vu des manquements cités ci haut l' ISRA n' a pas respecté les dispositions du Code et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d' exécution de ce marché.

➤ **AOO -01/VEH.MOTO/UA-UE**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L' appel d' offres ouvert national est relatif à la fourniture et à la mise en service de divers véhicules en deux lots ; nous avons choisi de traiter le lot 1 concernant les véhicules pour un montant de 92 600 000 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	AON -01/VEH.MOTO/UA-UE
1. Financement :	UA
2. Nom de l'Autorité contractante:	ISRA
3. Intitulé du marché:	FOURNITURE ET MISE EN SERVICE DE DIVERS VEHICULES EN DEUX LOTS
4. Numéro du marché:	F0172/13
5. Description des biens, travaux ou services :	VEHICULES ET MOTO
6. Nom de l'attributaire du marché :	SERA
7. Nombre d'offres reçues :	4
8. Date limite de dépôt des offres :	14/08/2012
9. Date d'ouverture des plis :	14/08/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	18/10/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	NON COMMUNIQUEE
12. Date d'Approbation :	NON COMMUNIQUEE
13. Date de notification :	18/02/2013
14.Date de publication de l'attribution définitive :	NON COMMUNIQUEE
15. Date ordre de service de commencer :	NON COMMUNIQUEE
16. Date de démarrage effectif :	N/A
17. Délai d'exécution :	
18. Date de réception (provisoire) :	NON COMMUNIQUEE
19. montant marché :	92 600 000 FCFA
20. montant budget :	
21. délai de validité de l'offre :	90 JOURS

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut de publication de l' attribution définitive en violation des dispositions de l' article 85 du Code des marchés publics qui stipule que dans le délai de 15 jours suivant la notification, l' autorité contractante publie un avis d' attribution définitive ;
- l' absence de contrat daté, par conséquent nous n' avons pas pu nous assurer du respect du délai minimum de 15 jours requis entre la publication de l' avis d' attribution provisoire et la signature du marché.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l' ISRA de tenir un classement et un archivage complet et de veiller au respect des différentes dispositions du Code des marchés publics énumérées plus haut.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Au vu des manquements cités ci haut, l' ISRA n' a pas respecté les dispositions du Code et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution de ce marché.

➤ **AOO - IRRIG.CLOTURE/AWAC/2011**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L' appel d' offres ouvert national est relatif à la fourniture de 5 clôtures de 4 HA, le lot 1 relatif à l'installation de 200 kits de micro irrigation n'a pu être passé faute de crédit disponible. Nous avons choisi de traiter le lot 2 pour un montant de 14 499 200 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	AON/IRRIG.CLOTURE/AWAC/2011
1. Financement :	AWAC
2. Nom de l'Autorité contractante:	ISRA
3. Intitulé du marché:	INSTALLATION DE 5 CLOTURES DE 4 HA
4. Numéro du marché:	T0612/12
5. Description des biens, travaux ou services :	CLOTURE
6. Nom de l'attributaire du marché :	AGRHY SOL INTERNATIONAL
7. Nombre d'offres reçues :	5
8. Date limite de dépôt des offres :	16/03/2012
9. Date d'ouverture des plis :	16/03/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	16/05/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	31/05/2012
12. Date d'Approbation :	31/05/2012
13. Date de notification :	11/06/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive :	NON COMMUNIQUEE
15. Date ordre de service de commencer :	27/06/2012
16. Date de démarrage effectif :	NON COMMUNIQUEE
17. Délai d'exécution :	
18. Date de réception (provisoire) :	NON COMMUNIQUEE
19. montant marché :	14 499 200 FCFA
20. montant budget :	14 499 200 FCFA
21. délai de validité de l'offre :	90 JOURS

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut de publication de l' attribution définitive en violation des dispositions de l' article 85 du Code des marchés publics qui stipule que dans le délai de 15 jours suivant la notification, l' autorité contractante publie un avis d' attribution définitive ;
- l' absence de contrat daté, par conséquent nous n' avons pas pu nous assurer du respect du délai minimum de 15 jours requis entre la publication de l' avis d' attribution provisoire et la signature du marché ;

- l'absence de procès-verbal de réception, par conséquent nous ne pouvons pas nous assurer de la réalité des fournitures objet du marché.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ISRA de tenir un classement et un archivage complet et de veiller au respect des différentes dispositions du Code des marchés publics énumérées plus haut.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Au vu des manquements cités ci haut l'ISRA n'a pas respecté les dispositions du Code et de ses textes d'application en matière de procédures de passation et d'exécution de ce marché.

➤ **AON MAT EQUIP C ACCUEIL/CERAAS/WAAPP**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L' appel d' offres ouvert national est relatif à la fourniture de divers matériels et équipement du CERAAS en 3 lots. Nous avons choisi de traiter le lot 1 matériel et équipement pour bureau de gestion cyber salle de réunion et chambre pour un montant de 28 657 126 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro DAO	AON MAT EQUIP C ACCUEIL/CERASS/WAAP
1. Financement,	IDA N°4288/SE-WAAPP
2. Nom de l'Autorité contractante:	ISRA
3. Intitulé du marché:	FOURNITURE DE DIVERS MATERIELS ET EQUIPEMENT DU CERAAS EN 3 LOTS LOT 1 MATERIEL ET EQUIPEMENT POUR BUREAU DE GESTION CYBER SALLE DE REUNION ET CHAMBRE
4. Numéro du marché:	F0012/13
5. Description des biens, travaux ou services,	MATERIEL ET EQUIPEMENT POUR BUREAU DE GESTION CYBER SALLE DE REUNION ET CHAMBRE
6. Nom de l'attributaire du marché,	MASTER OFFICE SA
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date limite de dépôt des offres	13/08/2012
9. Date d'ouverture des plis	13/08/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	31/10/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	NON COMMUNIQUEE
12. Date d'Approbation	NON COMMUNIQUEE
13. Date de notification	05/01/2013
14. Date de publication de l'attribution définitive	NON COMMUNIQUEE
15. Date ordre de service de commencer	NON COMMUNIQUEE
16. Date de démarrage effectif	NON COMMUNIQUEE
17. Délai d'exécution,	
18. Date de réception (provisoire)	NON COMMUNIQUEE
19. Montant marché	28 657 126 FCFA
20. Montant budget	25 000 000 FCFA
21. Délai de validité de l'offre	90 JOURS

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut de publication de l'attribution définitive en violation des dispositions de l'article 85 du Code des marchés publics qui stipule que dans le délai de 15 jours suivant la notification, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive ;
- délai minimum de 15 jours requis entre la publication de l'avis d'attribution provisoire et la signature du marché ;
- l'absence de procès-verbal de réception, par conséquent nous ne pouvons pas nous assurer de la réalité des fournitures objet du marché.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ISRA de tenir un classement et un archivage complet et de veiller au respect des différentes dispositions du Code des marchés publics énumérées plus haut.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Au vu des manquements cités ci haut, l'ISRA n'a pas respecté les dispositions du Code et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution de ce marché.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

➤ **DRP ACQUISITION D'UN VEHICULE PU DC**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignements et de prix est relative à l' acquisition d' un véhicule pour un montant de 12 800 000 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	AWAC
2. Nom de l'Autorité contractante	ISRA
3. Intitulé du marché	ACQUISITION D'UN VEHICULE PU DC
4. Numéro du marché	BON DE COMMANDE N° 990
5. Description des biens, travaux ou service	VEHICULE 4*4 PICK UP DOUBLE CABINE
6. Nom de l'attributaire du marché	SERA
7. Nombre d'offres reçues,	3
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	13/02/2012
10.Date ouverture des plis	28/02/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	06/03/2012
12. Date de publication des résultats	06/03/2012
13. Date Ordre de service de commencer	Non communiquée
14. Date de démarrage effectif de prestation	Non communiquée
15. Délai d'exécution	2 MOIS
16. Date de réception	04/06/2012
17. Montant du marché	12 800 000 FCFA
18. Montant du Budget	11 620 000 FCFA
19. Delai validité offre	90 jours

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut de matérialisation des convocations des membres de la commission à l' ouverture des plis. Ainsi nous n' avons pas pu nous assurer du respect des dispositions de l' article 39 qui stipule que les convocations des membres des commissions des marchés sont adressées aux membres au moins 5 jours avant la date prévue pour la réunion. De plus nous n' avons pas pu nous assurer du respect du quorum requis pour la délibération ;
- le défaut d'ouverture des plis à la date limite de dépôt indiquée dans les lettres d'invitation aux fournisseurs dans le cadre des DRP, en violation de l'article 67-2 qui stipule que les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la Commission des marchés compétente, à la date et à l'heure limite de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ;
- Le défaut de communication à la DCMP, des noms des personnes contactées du nom de l' attributaire, du montant du contrat, en violation des dispositions de l' article 78-3b du CMP.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l' ISRA de tenir un classement et un archivage complet et de veiller au respect des différentes dispositions du Code des marchés publics énumérées plus haut.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Au vu des manquements cités ci haut, l' ISRA n' a pas respecté les dispositions du Code et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution de ce marché.

➤ DRP AUDIT SUR LA VALORISATION ET LA COMMUNICATION AU SEIN DE L'ISRA (UNIVAL)

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignements et de prix est relative à l'audit sur la valorisation et la communication au sein de l'ISRA pour un montant de 11 263 100 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	
2. Nom de l'Autorité contractante	ISRA
3. Intitulé du marché	AUDIT SUR LA VALORISATION ET LA COMMUNICATION AU SEIN DE L'ISRA (UNIVAL)
4. Numéro du marché	Non communiquée
5. Description des biens, travaux ou service	Non communiquée
6. Nom de l'attributaire du marché	FRAO
7. Nombre d'offres reçues,	3
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	11/07/2012
10. Date ouverture des plis	31/07/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	Non communiquée
12. Date de publication des résultats	23/08/2012
13. Date Ordre de service de commencer	Non communiquée
14. Date de démarrage effectif de prestation	Non communiquée
15. Délai d'exécution	Non communiquée
16. Date de réception	Non communiquée
17. Montant du marché	11 263 100 FCFA
18. Montant du Budget	
19. Délai validité offre	90 jours

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut d'ouverture des plis à la date limite de dépôt indiquée dans les lettres d'invitation aux fournisseurs dans le cadre des DRP, en violation de l'article 67-2 qui stipule que les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la Commission des marchés compétente, à la date et à l'heure limite de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ;

- le défaut de matérialisation des convocations des membres de la commission à l'ouverture des plis. Ainsi nous n'avons pas pu nous assurer du respect des dispositions de l'article 39 qui stipule que les convocations des membres des commissions des marchés sont adressées aux membres au moins 5 jours avant la date prévue pour la réunion. De plus nous n'avons pas pu nous assurer du respect du quorum requis pour la délibération ;
- le défaut de communication à la DCMP des noms des personnes contactées, du nom de l'attributaire et du montant du contrat, en violation des dispositions de l'article 78-3b du CMP.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ISRA de tenir un classement et un archivage complet et de veiller au respect des différentes dispositions du Code des marchés publics énumérées plus haut.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Au vu des manquements cités ci haut, l'ISRA n'a pas respecté les dispositions du Code et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution de ce marché.

➤ DRP COUVERTURE EN ASSURANCE DU PARC ROULANT

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignements et de prix est relative à la couverture en assurance du parc roulant pour un montant de 10 000 00 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	BUDGET NATIONAL
2. Nom de l'Autorité contractante	ISRA
3. Intitulé du marché	COUVERTURE EN ASSURANCE DU PARC ROULANT
4. Numéro du marché	Non communiqué
5. Description des biens, travaux ou service	Service
6. Nom de l'attributaire du marché	ASSUR AUTO
7. Nombre d'offres reçues,	7
9. Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	Non communiquée
10. Date ouverture des plis	16/12/2011
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	Non communiquée
12. Date de publication des résultats	27/12/2011
13. Date Ordre de service de commencer	Non communiquée
14. Date de démarrage effectif de prestation	Non communiquée
15. Délai d'exécution	Non communiquée
16. Date de réception	Non communiquée
17. Montant du marché	Non communiquée
18. Montant du Budget	10 000 000 FCFA
19. Délai validité offre	

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut d'établissement de contrat pour le marché en violation des dispositions de l'article 78.3.a qui stipule que les marchés passés suivant la procédure spécifique de demande de renseignement et de prix donnent lieu à des contrats écrits ;
- le défaut de sollicitation par écrit des candidats, en violation des dispositions de l'article 78 qui indique que les candidats doivent être sollicités simultanément par écrit ;
- le défaut de matérialisation des convocations des membres de la commission à l'ouverture des plis. Ainsi nous n'avons pas pu nous assurer du respect des dispositions de l'article 39 qui

stipule que les convocations des membres des commissions des marchés sont adressées aux membres au moins 5 jours avant la date prévue pour la réunion. De plus nous n' avons pas pu nous assurer du respect du quorum requis pour la délibération ;

- le défaut d'ouverture des plis à la date limite de dépôt indiquée dans les lettres d'invitation aux fournisseurs dans le cadre des DRP, en violation de l'article 67-2 qui stipule que : » les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limite de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence » ;
- le défaut de communication à la DCMP des noms des personnes contactées, du nom de l' attributaire et du montant du contrat en violation des dispositions de l' article 78-3b du CMP.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l' ISRA de tenir un classement et un archivage complet et de veiller au respect des différentes dispositions du Code des marchés publics énumérées plus haut.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Au vu des manquements cités ci haut, l' ISRA n' a pas respecté les dispositions du Code et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution de ce marché.

TABLEAU DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA REVUE DES MARCHES PUBLICS :
GESTION 2011

Nous n' avons pas eu connaissance d' une revue des marchés conclus en 2011 par l' ISRA.

**REPONSE DE L'INSTITUT SENEGALAIS DE RECHERCHES
AGRICOLES A NOTRE RAPPORT PROVISOIRE**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un peuple - Un but - Une foi

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'EQUIPEMENT RURAL****INSTITUT SENEGALAIS DE
RECHERCHES AGRICOLES**

Route des Hydrocarbures Bel-Air
Boîte Postale 3120 Dakar
Tél. : 33 859 17 26/33 832-17-27
Fax : 832-24-27
Email : dgisra@isra.sn

N° 2966 /DG-ISRA/SG/SPM

Dakar, le 20 JUIN 2014

Courrier Arrivee

Le, 25/06/14

N° 301

Le Directeur Général

Objet : Rapport provisoire sur la revue des marchés conclus en 2012
par l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (l'ISRA)

Réf : Votre lettre n° 0657/2014/MG/MSY/RC
du 03 Juin 2014.

Monsieur le Directeur,

J'accuse réception du rapport provisoire cité en référence qui nous est soumis pour commentaires. J'ai pris bonne note des observations et recommandations que vous avez faites et ne manquerai pas de faire prendre toutes les mesures nécessaires et réglementaires pour faire respecter les dispositions du code des marchés publics.

En tout état de cause, les recommandations, les manquements et les compléments d'informations que vous avez soulevés sont traités de la façon indiquée ci-après:

1. Les recommandations

La principale réprobation est relative à l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement des dossiers de marchés publics. Pour pallier cette insuffisance, il a été construit, derrière notre bâtiment central, situé à notre siège, sis Bel air, un bâtiment de quatre (04) salles pour abriter l'archivage des documents comptables et administratifs de l'ISRA.

La procédure d'acquisition d'équipements est en cours, ainsi que les mesures d'accompagnement pour rendre définitivement fonctionnel ce nouveau dispositif.

Avec cette infrastructure fonctionnelle, l'ISRA sera en mesure de tenir un classement et un archivage complets des différents documents relatifs à chaque marché, pendant toute la durée légale de conservation.

2. Les manquements

Des manquements sont soulevés et certains dysfonctionnements cités quant au respect des procédures de passation de marchés. Je prends bonne note de ces points et veillerai personnellement, en rapport avec le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés,

au respect scrupuleux des dispositions du code des marchés et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés.

S'agissant du non respect de certains délais fixés dans le code je mesure l'importance de ce point; aussi ai-je instauré, depuis 5 mois déjà, une réunion mensuelle de suivi rapproché de l'état d'avancement des marchés que je préside moi-même, tous les premiers jeudis du mois. Ce mois de juin a enregistré la 5ème réunion et la plupart des problèmes s'estompent peu à peu.

3. Complément d'information

Les documents ci-dessous, qui n'avaient pas été versés dans les dossiers des marchés, demandés pour complément d'information, sont mis à votre disposition :

- 1- Décision n° 2522 ISRA/DG du 23 Mai 2001, de la commission de réception.
- 2- Contrat, clôture de parcelles, marché AOO IRR.CL/AWAC/2011
- 3- Contrat, marché équipements centre d'accueil CERAAS/Thiès
- 4- Contrat et PV de réception, véhicules et motos marché AOO VEH/MOTO/UA-UE
- 5- Contrat, DRP Audit sur la valorisation et la communication

Enfin, je ne terminerai pas sans vous signifier mon profond regret de n'avoir pas pu organiser la restitution de vos travaux au staff qui, était hors de Dakar pour des raisons de service ; des Directeurs de centres et chefs de service administratifs nouvellement nommés devaient prendre service sous le contrôle d'une commission composée de ce même staff. Un conflit de calendrier, du fait de votre programme d'intervention, dans d'autres structures du groupe II, n'a pas permis de résorber ce problème.

C'est une situation regrettable pour l'ISRA qui aurait beaucoup appris durant cette restitution.

Au demeurant, je vous saurais gré de bien vouloir apporter en correction, lors de la finalisation de votre rapport, les points suivants:

- 1- Page 20, le titre page de garde, Ministère des Forces Armées
- 2- Page 23, le tableau récapitulatif des marchés, Ministère des Forces Armées
- 3- Page 44, titre du marché à corriger, AON MAT EQUIP C ACCUEIL/CERAAS/WAAPP
- 4- Page 53, titre à corriger DRP couverture en assurance du parc roulant

En espérant avoir répondu à votre attente, je vous souhaite une bonne finalisation de ce dossier et vous prie d'agréer, l'assurance de ma considération distinguée.

A
Monsieur Mansour GAYE
Associé du Cabinet Grant Thornton

- DAKAR -

Copie : Directeur de l'ARMP

Le Directeur Général de l'ISRA
Par Interim



**PRECISIONS DE L'AUDITEUR SUR LES COMMENTAIRES
ET OBSERVATIONS DE L'ISRA**

Dakar le 14 juillet 2014

A Monsieur le Directeur Général de l' Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA)

V/Réf : V/L N°2966/D-ISRA/SG/SPM du 20 juin 2014

N/Réf : 0841/2014/MG/ABN/RC

Objet : Réponse aux commentaires de l' ISRA à notre rapport provisoire sur la revue indépendante des marchés conclus au titre de l' exercice 2012.

Monsieur le Directeur,

Nous accusons réception de la lettre citée en référence, relative à l'objet précité et vous en remercions.

Vous voudrez bien trouver en annexe notre réponse relative aux observations de l' ISRA.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer Monsieur le Directeur Général, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE

Associé



**ANNEXE: PRECISION DE L'AUDITEUR SUR LES OBSERVATIONS DE L'ISRA
SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE**

Points d' observations de l' Institut Sénégalais de Recherches Agricole	Réponses de l' Auditeur
1) Dispositions à prendre pour un meilleur système d' archivage.	Nous prenons acte des dispositions à prendre.
2) Complément d' informations	<p>Nous prenons acte:</p> <ul style="list-style-type: none"> - De la décision sur la commission de réception - Des différents contrats <p>Cependant, les contrats transmis ne comportent toujours pas de date de signature ni d' approbation.</p> <p>Aussi d' autres pièces ne nous sont pas toujours transmises, par conséquent les considérons-nous comme étant non établis et constituent à ce titre des anomalies sur la procédure de passation et d' exécution de ces marchés.</p>